

**COMMUNIQUE**

## ***Transition vers l'austérité énergétique***

FORCE OUVRIERE regrette l'absence de concertation du gouvernement dans la période de finalisation de son projet de loi de « transition énergétique ».

L'approche de l'efficacité énergétique, au lieu de celle de « sobriété », répond à une de nos revendications défendues lors du débat national en 2013. De même, la fin de la limitation au gaz et à l'électricité de l'aide aux ménages en situation de précarité énergétique reprend nos propositions.

Pour FORCE OUVRIERE, la réduction du coût de l'importation des énergies fossiles et la préservation de notre indépendance énergétique sont essentielles. Ce sont d'ailleurs ces mêmes objectifs qui ont conduit au programme électronucléaire permettant de produire une électricité bon marché pour les entreprises et les ménages, de surcroît décarbonée.

FORCE OUVRIERE revendique depuis longtemps une politique de l'énergie développant le mix énergétique. Le développement des énergies renouvelables est donc nécessaire, mais de manière à favoriser la production et les emplois au niveau national.

En revanche, l'objectif de réduction par deux de la consommation d'énergie en 2050 est absurde. Il ressort d'une logique de décroissance que dénonce et refuse FORCE OUVRIERE. La création d'un plafond de production d'électricité nucléaire est à la fois stupide et malhonnête : cette manœuvre n'a d'autre but que de servir des intérêts idéologiques et politiques en trouvant un moyen de fermer une ou des centrales.

L'obligation de rénovation thermique des logements pour les ménages n'est pas acceptable, a fortiori en pleine modération salariale et baisse du pouvoir d'achat. Cet enjeu impose un financement public et des moyens aux niveaux des services de l'Etat et des collectivités. C'est ce que montre l'absence de rénovations pour le tertiaire privé et le patrimoine de l'Etat et des collectivités pourtant imposées par la loi Grenelle 2 en 2010. La recherche, l'ingénierie et la commande publiques, vecteurs d'innovation, d'activité et d'emplois pour les entreprises françaises, doivent être consolidées.

L'ouverture des concessions hydrauliques à la concurrence est inacceptable pour FORCE OUVRIERE.

FORCE OUVRIERE regrette que ce projet ne traduise pas une grande politique publique de l'énergie, ambitieuse pour le mix énergétique, l'innovation, les emplois et la croissance, notamment par l'intervention publique. Ce texte est cadré par des impératifs dogmatiques et idéologiques et par la rigueur budgétaire. Comme le reste, l'énergie est soluble dans l'austérité.

Paris, le 19 juin 2014

Contact : **Pascal PAVAGEAU, Secrétaire confédéral**

☎ 01 40 52 84 45 - 📞 06 76 77 70 39 - ✉ [pascal.pavageau@force-ouvriere.fr](mailto:pascal.pavageau@force-ouvriere.fr)